

Le projet des arènes en question



Le projet des arènes en question

La réunion de quartier de vendredi dernier comportait deux points à l'ordre du jour :

les travaux à venir sur l'entrée de ville route d'Eauze et la place Crespin : [ici](#)

le point sur le projet des arènes

Les riverains étaient venus nombreux aux arènes où se déroulait la réunion.

Barbara Neto a posé d'emblée la position de la municipalité qui est de sauver cet équipement emblématique de la ville, une infrastructure qui accueille deux événements majeurs dans l'année, la feria taurine pour Pentecôte et le festival Tempo Latino en juillet.

L'objectif est de travailler dans le sens d'une exploitation plus grande du bâtiment.

Sa réfection totale avait été chiffrée en 2019 à environ 8,7 millions, une somme qui serait plutôt de l'ordre de 10 à 12 millions aujourd'hui en tenant compte de l'inflation.

Elle est ensuite revenue sur la genèse des différentes études menées dans le cadre de ce projet.

Une première étude avait envisagé toutes les hypothèses possibles : réparation des arènes existantes, démolition, reconstruction ailleurs...

C'est le projet de maintien des arènes existantes qui a été conservé.



La faiblesse principale de ces arènes, ce sont les gradins en béton des années 30 qui est devenu poreux, l'eau s'infiltrant, la solidité est remise en question.

Des renforts ont été réalisés pour sécuriser l'ensemble et permettre l'activité en son sein. Mais ces renforts ne sont pas une solution pérenne.

Une première perspective envisagée est de casser la totalité des gradins pour les refaire complètement . En effet, les réparer coûterait aussi cher que de les déconstruire et les reconstruire avec aucune garantie dans le temps de la pérennité.

Il a été établi que techniquement, pour des raisons de sécurité, la seule solution est de casser les gradins et les remonter.

Le coût de ces travaux avait été évalué à 4 à 5 millions d'euros, soit la moitié du budget total pour une réfection totale englobant les pourtours des arènes (chiffres à revoir avec l'inflation).

Cette réfection globale permettrait une utilisation plus large de la structure tout en maintenant son identité, l'activité taurine

Une première étude d'opportunité financée par l'Etat a été lancée pour envisager les activités possibles dans cette infrastructure.

La première phase de cette première étude n'ayant pas été satisfaisante, elle a été stoppée et un autre bureau d'études a été mandaté pour le même objectif : envisager les activités qui pourraient être rentables et réfléchir à un mode de gestion pour le fonctionnement du bâtiment.

Il en résulte que **les arènes ne seraient pas en gestion directe de la mairie comme c'est le cas actuellement mais seraient gérées par une structure satellite** dédiée à cet équipement, syndicat mixte, société publique locale, société d'économie mixte...avec une éventualité d'intégrer des privés qui pourraient être intéressés par l'opération.

Actuellement, des pistes sérieuses d'utilisation de la structure sont envisagées : spectacle historique, concerts, activités sportives, tourisme d'affaire...ce qui génèrerait des recettes pour rembourser le coût de l'investissement.

Les corridas resteraient gérées par le club taurin vicois, Tempo Latino garderait la gestion du festival mais les autres activités seraient gérées par un prestataire par le biais d'une délégation de service public.

Les Vicois et la collectivité locale garderaient ainsi la main sur la structure et les plages nécessaires pour les activités des associations locales.

En ce qui concerne la partie technique, la couverture des gradins semble pertinente pour tous les acteurs contrairement à celle de la piste dont l'investissement supplémentaire serait sans intérêt sur d'autres usages.

L'étape prochaine serait la recherche d'un assistant en maîtrise d'ouvrage pour commencer à travailler sur la partie appel d'offres pour un chantier qui s'étalera sur plusieurs années et qui devra tenir compte du fait que deux événements par an doivent être maintenus.

Les gradins ayant été construits par tiers, ils peuvent donc être démontés par tiers, ce qui permettrait de maintenir l'activité.

Actuellement, un groupe de travail dédié travaille sur le sujet à la mairie et la question est aussi évoquée en conseil municipal.

Le financement de l'Etat serait de 50 % .

Barbara Neto a conclu en réaffirmant sa volonté de ne pas abandonner cette infrastructure historique, identitaire, économique tout en prenant le temps de faire cela correctement, le projet engageant tout le territoire.

La parole a ensuite été donnée au public qui a pu donner son avis et poser des questions.

